

Platini, Cahuzac, clan Poutine... : les mis en cause des Panama Papers



Une centaine de rédactions, dont Le Monde, ont travaillé sur les millions de données qui ont fuité d'un cabinet panaméen, spécialisé dans l'évasion fiscale.

La semaine qui débute risque de voir se succéder les mises en cause. Une centaine de rédactions (au sein du Consortium international des journalistes d'investigation) de 76 pays différents, dont Le Monde et France 2, ont révélé les données secrètes de l'évasion fiscale mondiale. Désormais surnommée "Panama Papers", cette affaire concerne les fuites de 11,5 millions de documents, issues du cabinet Mossack Fonseca, spécialisé dans la réalisation de sociétés offshores écrans, utilisées pour dissimuler les véritables détenteurs de biens. Parmi les premiers noms cités, 12 chefs de gouvernement dont 6 encore en activité : l'actuel Premier ministre islandais et sa femme apparaissent ainsi dans les "Panama Papers." On retrouve aussi 128 dirigeants politiques et haut-fonctionnaires, ainsi que 29 des 500 personnes les plus riches du monde. Côté Français, on compte environ un millier de ressortissants mais les rédactions sont loin d'avoir tout épluché.

« Panama Papers » : ces 12 dirigeants mondiaux qui ont utilisé des sociétés offshore <https://t.co/Hr6JqV1DI9>
[pic.twitter.com/4Oo7dh3RoA](https://t.co/Hr6JqV1DI9)

— Les Décodeurs (@decodeurs) 4 avril 2016

Parmi les noms célèbres qui apparaissent : Michel Platini, qui gère une entreprise depuis 2007 mais qui assure que les autorités suisses (son pays de résidence) sont au courant. Jérôme Cahuzac était propriétaire, via Mossack Fonseca, d'une société basée aux Seychelles et fermée en janvier 2015. Vladimir et son entourage auraient puisé dans l'argent public pour une somme de "près d'un milliard d'euros" qui "ont transité vers les Caraïbes entre 2009 et 2011 par le biais de sociétés-écrans", affirme Le Monde. D'autres noms comme le footballeur Lionel Messi, l'architecte Patrick Henri Devillers ou encore le prince héritier saoudien Mohammed ben Nayef (qui a reçu la Légion d'honneur) sont cités.

La présence de ces noms ne signifie pas systématiquement qu'il y a évasion fiscale mais l'utilisation de sociétés écrans panaméenne est une pratique très courante pour y arriver. Ces quantités phénoménales ont été transmises par un lanceur d'alerte dont l'identité est inconnue de toutes les rédactions. Il avait ainsi contacté, dans un premier temps, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Dépassé par une telle quantité de données (1500 fois Wikileaks), le journal avait alors fait appel au consortium de rédactions, qui promettent de nouvelles révélations dans la semaine.

[Cash investigations : révélations sur le scandale des "Panama paper"](#)